

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigéria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 24 février 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

3,4%

Le Nigéria enregistre une croissance économique de 3,4% en 2024.

Nigéria :

Le Nigéria enregistre une croissance de 3,4% en 2024, au-delà des attentes; Le vice-président du Nigéria Kashim Shettima a inauguré le Comité présidentiel sur l'inclusion économique et financière; Accord du gouvernement nigérien pour l'émission d'une obligation pour régler les arriérés de pensions de retraites; L'UE inaugure un projet solaire de 9,3 M EUR dans l'État du Niger; PalmPay lance les paiements sans contact pour moderniser le secteur des paiements numériques.

Ghana :

Le nouveau gouverneur de la Banque du Ghana présente un plan en six points pour l'économie du pays; Le Ghana enregistre un excédent commercial de 44,7 Md GHS en 2024; Le président John Mahama a prononcé son premier discours sur l'état de la nation au Parlement.

Le Nigéria enregistre une croissance de 3,4% en 2024, au-delà des attentes

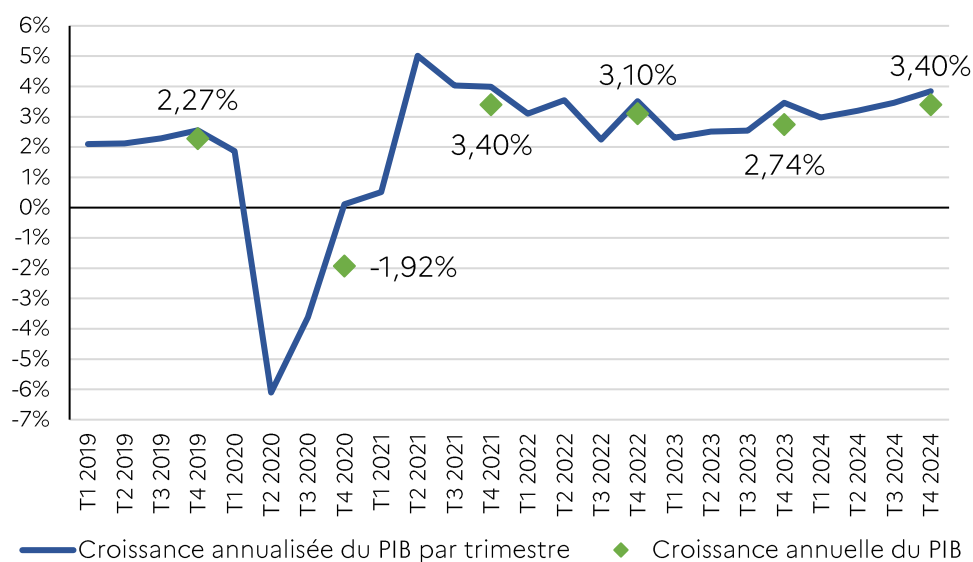
[Le Bureau national des statistiques \(NBS\) nigérian publie la première estimation du PIB pour le dernier trimestre 2024 et ainsi la croissance de l'année 2024.](#)

La croissance réelle annualisée du Nigéria s'est établie à 3,8% au dernier trimestre de 2024 (contre 3,5% sur la même période en 2023), après 3,5% au troisième trimestre 2024. C'est la performance de croissance sur un trimestre la plus élevée au Nigéria depuis le dernier trimestre 2021. Cette croissance a été portée en premier lieu par le secteur des services, 5,4% de croissance sur le dernier trimestre, pour représenter près de 57,4% du PIB. Le secteur financier (+29%, 6,2% du PIB en 2024) a été de loin le plus dynamique.

La croissance a également été soutenue par la reprise du secteur des hydrocarbures, qui a crû de 5,5% en 2024, après quatre années successives de contraction. La contribution du secteur pétrolier au PIB a été enregistré à 5,5% en 2024.

Le Nigéria a enregistré en 2024 sa meilleure performance de croissance depuis 2021, établie à 3,4%, dépassant les dernières prévisions de la Banque mondiale (3,3%, publiées en octobre 2024) et du FMI (3,1%, janvier 2025).

Évolution de la croissance du PIB au Nigéria depuis 2019



Clef de lecture : La croissance économique annuelle du Nigéria s'élève 3,4% en 2024 (losange vert) et elle est de 3,8% au quatrième trimestre 2024 (courbe bleue).

Le vice-président du Nigéria Kashim Shettima a inauguré le Comité présidentiel sur l'inclusion économique et financière

[Le vice-président du Nigéria Kashim Shettima a inauguré début février le Comité présidentiel sur l'inclusion économique et financière \(PreCEFI\) à Abuja.](#)

Le Comité offre un cadre de travail public-privé, avec pour objectif de mettre en œuvre des initiatives pour intégrer et faciliter l'accès au financement à des millions de citoyens encore exclus du système financier et bancaire.

Cette initiative s'inscrit dans l'objectif de l'administration Tinubu d'atteindre une économie de 1000 Md USD d'ici 2023.

« Notre chemin vers une économie de 1 000 Md USD d'ici 2030 restera un simple rêve si nous ne posons pas des fondations suffisamment solides pour réaliser nos objectifs. Les rêves ne se construisent pas uniquement sur l'espoir. Ils sont la somme d'idées et de stratégies délibérées, inspirées par notre désir de réussir. »

Kashim Shettima, vice-président du Nigéria

Depuis le lancement de la Stratégie d'inclusion financière en 2012, le taux d'intégration de la population est passé de 60% à 74% au Nigéria.

Accord du gouvernement nigérian pour l'émission d'une obligation pour régler les arriérés de pensions de retraites

[La Commission nationale des pensions \(PenCom\) a annoncé l'accord du gouvernement nigérian pour l'émission d'une obligation de 758 Md NGN pour régler les arriérés de pensions de retraites.](#)

Cette obligation devrait être émise dans les trois prochains mois, et devrait permettre de régler des arriérés de pensions de retraites, et notamment des impayés accumulés depuis 2004 et l'introduction d'un système de retraite contributif.

Il s'agit d'une étape importante dans le renforcement des droits des nigériens à la retraite et dans le soutien aux populations les plus vulnérables comme les retraités.

L'UE inaugure un projet solaire de 9,3 M EUR dans l'État du Niger

[Le gouvernement nigérian a inauguré un mini-réseau électrique de 990 kW à Lambata, dans l'État du Niger, afin d'améliorer l'accès à l'électricité pour 3 900 foyers et entreprises locales.](#)

Ce projet a été financé par l'Union européenne et ses membres à hauteur de 9,7 M EUR dans le cadre du programme Interconnected Mini-Grid Acceleration Scheme (IMAS) de l'Agence nigérienne de l'électrification rurale. Il s'agit d'un modèle de réseau hybride qui intègre des sources d'énergie solaire et conventionnelle pour assurer un approvisionnement constant en électricité.

La mise en œuvre du projet a été réalisée en partenariat avec l'Abuja Electricity Distribution Company et la société Nayo Tropical

Technology Ltd. Cette initiative s'inscrit dans une politique plus large du gouvernement visant à promouvoir les énergies renouvelables et à réduire la dépendance aux générateurs diesel, tout en stimulant le développement économique des zones rurales.

PalmPay lance les paiements sans contact pour moderniser le secteur des paiements numériques

Malgré la croissance rapide des paiements numériques au Nigéria, les transactions sans contact restent peu répandues. PalmPay, l'une des principales fintechs du pays soutenue par le géant chinois NetEase et le concepteur de puces taiwanais MediaTek, entend [changer cette dynamique en partenariat avec CashAfrica, un fournisseur d'infrastructures de paiement sans contact.](#)

L'initiative débutera avec un projet pilote impliquant 1 000 terminaux de paiement (POS), avant un déploiement national en mars 2025. Grâce à la technologie NFC de CashAfrica, les terminaux de PalmPay permettront d'accepter les paiements sans contact via cartes bancaires, portefeuilles mobiles et objets connectés. Ce modèle fonctionne sur une tarification par appel API, où PalmPay paie des frais à chaque transaction.

Si le test est concluant, l'extension à 300 000 terminaux pourrait accélérer l'adoption de cette technologie au Nigéria, où les paiements restent dominés par l'argent liquide et les transactions avec code PIN. Malgré les défis liés à l'adoption des commerçants et à la sécurité des transactions, ce projet pourrait marquer une évolution majeure pour le secteur financier nigérian, en offrant une alternative plus rapide et fluide aux paiements traditionnels.

Ghana

Le nouveau gouverneur de la Banque du Ghana présente un plan en six points pour l'économie du Ghana

[Le nouveau gouverneur de la Banque du Ghana \(BoG\), le Dr. Johnson Asiamah, a présenté un plan en six points visant à stabiliser l'économie, maîtriser l'inflation et renforcer le secteur financier.](#) À l'occasion de sa prestation de serment devant le président John Mahama, il a souligné l'urgence d'agir face à l'inflation toujours élevée (23,5% en janvier 2024), l'instabilité du taux de change et la dette publique.

Son plan inclut des réformes de la politique monétaire, avec une approche plus axée sur les données pour gérer l'inflation, notamment l'inflation alimentaire, une meilleure gestion de la liquidité disponible avec des exigences différenciées en matière de réserves de trésorerie qui seront progressivement éliminées et davantage d'opérations d'*open market* pour réguler la liquidité. En effet, le secteur bancaire au Ghana finance peu l'économie avec un ratio crédits/dépôts très faible à 35,6% au deuxième trimestre 2024 (environ 68% en Afrique). La stabilité du taux de change sera

renforcée par une nouvelle loi sur les changes et une participation accrue au système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS). Concernant le secteur bancaire, il prévoit des réformes pour traiter les créances douteuses (21,7% en décembre 2024) et améliorer la gestion des risques.

La BoG encouragera l'inclusion financière en promouvant la finance numérique et les services bancaires mobiles. Elle renforcera également la coordination des politiques budgétaires et monétaires avec le gouvernement tout en préservant l'indépendance de la Banque. Enfin, des mesures seront mises en place pour améliorer la situation financière de la banque centrale, en réduisant les coûts et en renforçant sa crédibilité.

Le Ghana enregistre un excédent commercial de 44,7 Md GHS en 2024

[Le Rapport annuel sur le commerce 2024 publié par le Service statistique du Ghana \(GSS\) analyse les performances commerciales du Ghana](#) qui affiche un excédent commercial de 44,7 Md GHS en 2024 (3,1 Md USD), avec des exportations totalisant 294,9 Md GHS (20,6 Md USD) et des importations à 250,2 Md GHS (17,5 Md USD).

Les matières premières dominent les exportations, représentant 83% du total, avec l'or (55,3%), le pétrole (17,8%) et le cacao (8,4%). Le commerce intra-africain progresse, renforçant le rôle du Ghana dans la Zone de libre-échange du continent africain (ZLECAf). L'Afrique du Sud reste un marché clé pour l'or, tandis que le Burkina Faso importe principalement du fer et de l'acier. Malgré une position forte à l'export vers ses voisins, la diversification des exportations, notamment alimentaires, reste limitée, avec une prédominance du cacao, des noix et des fruits.

Enfin, les principales destinations des exportations du Ghana sont respectivement les Émirats Arabes Unis, la Suisse et l'Afrique du Sud, tandis que la Chine, les Émirats Arabes Unis et le Royaume-Uni figurent parmi les principaux fournisseurs du Ghana. La France est le 8^{ème} client européen et le 8^{ème} fournisseur européen du Ghana.

[Le total des échanges entre la France et le Ghana a atteint 681 M EUR en 2024 après 635 M EUR en 2023 \(+7%\), marqué par un excédent commercial du Ghana de 259 M EUR \(+129%\).](#)

Le président John Mahama a prononcé son premier discours sur l'Etat de la Nation au Parlement

[Le président John Mahama a prononcé ce jeudi 25 février 2025 son discours sur l'état de la nation au Parlement, exposant les défis économiques du Ghana et les mesures envisagées pour stabiliser l'économie ghanéenne.](#)

Face à une inflation persistante de 23,8% en janvier 2024, une dépréciation du cedi (-19% par rapport au dollar en 2024) et une dette publique atteignant 721 Md GHS (46 Md USD), aggravée par l'endettement de plusieurs entreprises publiques comme la Compagnie d'Electricité du Ghana (ECG) (68 Md GHS, 4 Md USD) et le Bureau National du Cacao (COCOBOD) (32,5 Md GHS, 2 Md USD),

le gouvernement s'engage à suivre une discipline budgétaire stricte et conduire des réformes structurelles majeures.

Le secteur énergétique, confronté à un déficit de financement de 2,2 Md USD prévu pour 2025, sera réorganisé via une gestion centralisée des recettes et l'optimisation de la production électrique à partir du gaz. La relance du secteur pétrolier est également une priorité, avec la volonté de créer un environnement favorable aux affaires et « convivial pour les partenaires et autres investisseurs potentiels », tout en mettant un point d'honneur à faire du Ghana un *leader* de la transition verte en Afrique à travers des investissements dans des solutions énergétiques durables.

Le gouvernement place la lutte contre le chômage des jeunes au cœur de ses priorités en créant un ministère dédié au développement et à l'autonomisation de la jeunesse. Dans le secteur de la santé, il mise sur les partenariats public-privé pour achever les hôpitaux du projet Agenda 111 (besoins estimés à 22 Md USD), tandis que la fin du soutien de l'USAID menace 78 M USD de financements pour la santé publique. Côté infrastructures, le programme « Big Push » prévoit la modernisation du réseau routier et ferroviaire, et la création d'une compagnie aérienne nationale, tandis que la modernisation de la ligne de chemin de fer de l'Ouest se poursuivra en partenariat avec le secteur privé. La lutte contre l'exploitation minière illégale, la corruption et pour le renforcement de la transparence dans la fonction publique restent également des priorités.

Le président a conclu son discours en réaffirmant l'ouverture du Ghana aux affaires et les fers de lance de sa diplomatie économique : diversification des exportations, investissements étrangers et création d'emplois. Il donne rendez-vous à la nation lors du Dialogue Économique National des 3 et 4 mars 2025, afin de définir les réformes prioritaires face à la crise. La publication du budget, attendue le 11 mars, précisera les orientations économiques du gouvernement. Il a par ailleurs rappelé la tenue de la quatrième revue du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, prévue du 2 au 15 avril 2025, avec une approbation attendue en juin.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr